



Entraîner les PME dans la lutte contre l'austérité.

Une nécessité.

Xavier Dupret

Octobre 2025

12.706 signes

A gauche, la surprise fut grande à l'occasion des récentes sorties dans la presse de Pierre-Frédéric Nyst, président de l'Union des Classes Moyennes (UCM) en Wallonie, pointant notamment le fait que la réforme de l'assurance-chômage et la limitation de l'indemnisation des situations de non-emploi ne répondaient pas adéquatement au besoin de formation des personnes les plus éloignées du marché de travail. Le président de l'UCM n'a pas hésité à déclarer à ce sujet que le chantier de la réforme aurait dû commencer par un volet« formation » avant de procéder à des exclusions¹.

Plus près de nous, le big boss de l'UCM n'a pas hésité à remettre également en cause le bien-fondé d'un saut d'index tel qu'envisagé ces derniers temps par le Premier De Wever, arguant du fait que cette mesure causerait un tort considérable au pouvoir d'achat des travailleurs. Cette prise de position de Pierre-Frédéric Nyst ne se différenciait d'ailleurs guère en la matière de l'avis de ses prédécesseurs à la tête de l'UCM. Cette dernière a, en effet, toujours été moyennement enthousiaste à l'idée de mettre en œuvre des sauts d'index². Il est vrai que

¹ La Première (RTBF), interview de Pierre-Frédéric Nyst dans Matin Première, 22 septembre 2025. Url : <https://shorturl.at/9VVyZ>. Date de consultation: 29 octobre 2025.

² L'Echo, édition mise en ligne du 13 octobre 2025.

la consommation populaire, que l'indexation automatique « à la belge » protège, par ailleurs, particulièrement bien, constitue le gagne-pain de nombreux petits indépendants. Or, comme chacun l'aura un peu deviné, ces derniers constituent la base sociale de l'UCM.

Une lecture passablement sommaire de la réalité sociale tend pourtant à faire accroire que la conflictualité de classe oppose de manière binaire tout le patronat à prendre d'un seul bloc au collectif monolithique des travailleurs. Quitte à surprendre, on devrait, au contraire, affirmer que le capital visé par la critique la plus virulente du mouvement ouvrier correspond à ce que la littérature économique assimile au capitalisme monopoliste. Ce dernier correspond à une évolution de l'économie capitaliste que Marx, ou Walras pour ce qui est des néoclassiques, ne pouvaient décrire complètement puisque le capitalisme, même à la fin du XIX^{ème} siècle, était resté encore globalement très concurrentiel. Cependant, on peut à partir d'une lecture marxienne de l'économie anticiper, dès cette époque, l'avènement d'une phase du capitalisme caractérisée par l'émergence de monopoles et d'oligopoles en tant qu'acteurs centraux du système économique.

Monopoliste, le capital ?

Pour comprendre ce point, il importe de s'intéresser de près à l'histoire du capitalisme réel. En effet, cette dernière se caractérise par un processus de centralisation croissante du capital depuis la fin du 19^{ème} siècle. A partir de la phase de capitalisme concurrentiel du XIX^{ème} siècle, certaines entreprises ont commencé à absorber leurs concurrentes de manière à se ménager une influence mondiale. La limitation de la concurrence qui en a résulté a débouché sur l'émergence de monopoles ou d'oligopoles. Pour mémoire, un monopole désigne une configuration dans laquelle une entreprise est seule à vendre un bien ou un service face à une multitude de consommateurs atomisés. Pour sa part, on repèrera qu'une situation d'oligopole pose face à une multitude d'acheteurs un nombre limité de fournisseurs³. Par exemple, en ce qui concerne les moteurs de recherche, Google bénéficie d'un monopole de fait alors que de son côté, l'offre de services de télécommunication en Belgique correspond clairement à un modèle de type oligopolistique avec quatre grands acteurs dominants chez nous que sont Proximus, Telnet, Voo et Orange.

Historiquement, l'émergence de ces grandes entreprises s'est effectuée à la faveur de l'expansion du capital financier à partir des années 1880. Des banques de plus en plus importantes ont alors contrôlé des volumes de plus en plus importants de capitaux et d'épargne, ce qui les a conduites à exercer un contrôle sans cesse plus étroit sur les industries. Cette séquence historique a posé les bases d'une centralisation de plus en plus poussée au cours du XX^{ème} siècle des moyens de production correspondant à la perspective de profits plus importants à distribuer. C'est sur la base de ce schéma que de grands conglomérats sont apparus. Régulièrement, il apparaît que ces derniers nouent, parfois illégalement, des cartels et des ententes entre eux de manière à conforter leurs privilèges quasi-monopolistiques.

³ Lire à ce sujet Bernard, Y&Colli, J-C, Vocabulaire économique et financier (8^{ème} édition), Paris, Seuil, 2003.

Il va de soi qu'une boulangerie à Oupeye employant une vendeuse et un assistant ne correspondent évidemment pas à ce type d'entreprises. Il faudrait d'ailleurs être particulièrement sectaire pour ne pas voir qu'un segment particulier du capital, puisqu'il vit littéralement de la consommation des classes populaires, appartient finalement également à ces dernières. En tout état de cause, on ne niera pas, à ce stade de l'argumentation, l'intérêt pour la gauche de convaincre Walter le libraire que ses intérêts économiques ne sont pas ceux, par exemple, des géants ultra-concentrés de la grande distribution. En fait, il se pourrait même qu'ils soient, en fait, diamétralement opposés dans la mesure où le but d'une entreprise transnationale telle que Carrefour consiste à évincer du marché notre sympathique boulangerie de quartier. Ce n'est évidemment pas un détail.

Une question de distinction et de reproduction

Dans la foulée, il serait intéressant de comprendre du point de vue de l'économie politique à quel ressort du fonctionnement de l'accumulation capitaliste correspond cette divergence. L'explication tient à l'orientation nettement exportatrice du capitalisme monopoliste tandis que les PME et les petits indépendants sont résolument tournés vers le marché intérieur d'un pays voire d'une région à l'intérieur de ce dernier. C'est pourquoi elles s'avèrent plus demandeuses de politiques de relance centrées sur la demande.

En effet, l'étroite liaison entre le capital financier et le capital industriel concentré ancre radicalement ce dernier au cœur d'un élément constitutif particulier d'une économie capitaliste avancée, à savoir la sphère de la circulation. Celle-ci correspond, chez Marx, à l'idée que le capital n'est pas une substance figée mais définit, au contraire, un mouvement de rotation puisqu'au départ, il existe sous la forme d'argent, ensuite de marchandise et enfin d'argent à nouveau. Afin qu'elle cadre fonctionnellement avec l'exigence de formation d'un profit, il convient que la rotation du capital s'effectue le plus rapidement possible. Plus la vitesse de ce mouvement est élevée, plus le capital revient sous la forme d'argent liquide pour le capitaliste et plus ce dernier peut accroître la masse des capitaux qu'il contrôle⁴.

Voilà pourquoi cette dynamique de reproduction élargie correspond à ce que les médias qualifient de mondialisation ou encore de globalisation s'ils préfèrent les anglicismes approximatifs. En tout état de cause, ce mouvement caractéristique de l'expansion capitaliste à l'échelle mondiale a progressivement marginalisé la petite propriété privée des moyens de production. Par conséquent, on peut, sur cette base théorique, formuler l'hypothèse selon laquelle les partis envisageant de déréguler autant que faire se peut nos économies en éliminant le plus de barrières possibles à l'accumulation du capital ne se montrent guère favorables aux intérêts réels des petits indépendants et des PME.

Le lien avec l'austérité

Si les politiques keynésiennes d'activation de la demande intérieure sont éminemment favorables à la majorité des PME, c'est que l'intérêt bien compris de ces dernières correspond

⁴Marx, Karl, Manuscrits de 1857-1858, dits « Grundrisse », Les Editions Sociales, Paris, 2018.

à un postulat de base fondamental du keynésianisme. En l'occurrence, il s'agit du projet d'activer directement le niveau de l'investissement par la politique budgétaire et l'élévation de la demande effective. Pour des entreprises de faible taille et de dimension nationale (ou régionale), la possibilité de bénéficier de carnets de commande plus élevés, même si elle s'accompagne d'un poids de la fiscalité plus important, représente, en fin de compte, une perspective d'augmentation des profits.

En effet, cette activation de la demande permet à des petites entreprises de bénéficier d'économies d'échelles. Ces dernières désignent le fait qu'un accroissement des volumes produits débouche sur une diminution des coûts fixes à l'unité produite. Dans ces conditions, il y lieu d'envisager les politiques de relance comme un subside indirect à la production dont bénéficient ces agents.

On pourrait estimer que malgré tout, des entreprises fortement exportatrices bénéficient également de ce type de mesures puisqu'elles doivent également faire face à des coûts fixes. Cependant, dans la mesure où précisément, elles ont accès à plusieurs marchés de consommation, elles peuvent établir une balance coûts-bénéfices des effets des politiques de relance. Très schématiquement, on peut logiquement anticiper qu'une entreprise américaine, disposant d'un accès direct au plus grand marché de consommation dans le monde, soit intéressée par une stimulation de la consommation nationale. Pour la filiale d'une multinationale en Belgique ou une grosse entreprise exportatrice belge, il en va tout autrement.

Pour ces dernières, il est, en effet, préférable, à tout point de vue, de disposer d'un accès facilité aux marchés étrangers. Et c'est ici que se nouent les liens explicatifs avec la politique d'austérité menée de nos jours.

D'un point de vue macroéconomique, une politique de restriction des dépenses publiques se solde, en effet, assez classiquement par une diminution du taux de croissance. La majorité des études économétriques produites à ce sujet pointent un effet de dégradation de long terme sur les PIB des pays subissant des chocs d'austérité. D'après le prestigieux Oxford Bulletin of Economics and Statistics, des coupes budgétaires de l'ordre de 3% du PIB produisent un effet négatif de plus de 5,5% sur ledit PIB, et cela même après 15 ans. Un lien peut également être établi entre l'austérité et une diminution du stock de capital, d'une part, ainsi que d'autre part, du nombre total d'heures travaillées dans une économie donnée⁵.

Nous y voilà. Si le nombre d'heures travaillées dans un pays diminue, c'est que l'on peut y observer un niveau plus élevé de sous-emploi. La concurrence acharnée que cette réalité implique sur le marché du travail correspond à un facteur de dépréciation salariale. C'est une réalité bien connue des syndicalistes. Plus le chômage est important dans une société donnée, plus la pression sur les travailleurs disposant d'un emploi est importante. Cet élément contribue évidemment à améliorer la compétitivité et les exportations.

⁵ Guilherme Klein Martins, Long-run Effects of Austerity: An Analysis of Size Dependence and Persistence in Fiscal Multipliers in Oxford Bulletin of Economics and Statistics: Volume 87, Issue 2, avril 2025, pp.330-356.

Du point de la formation du profit, ce contexte de dépréciation salariale se couple, d'ailleurs, à une diminution du stock de capital. En clair, l'austérité favorise les faillites et permet à des entreprises de grande taille d'améliorer leur pouvoir de marché puisque leurs concurrents de plus petite envergure disparaîtront, du fait de la morosité des perspectives de croissance.

Dans ces conditions, on aura toujours du mal à comprendre pourquoi un petit patron de la construction ou du secteur photovoltaïque soutiendrait des programmes budgétaires de compression des subsides à la rénovation ou à la transition écologique. Ces considérations n'ont d'ailleurs rien de très théorique. Elles sont, au contraire, bien concrètes. A ce propos, le rabotage sévère des primes à la rénovation en Wallonie et le moratoire qui leur est appliqué à Bruxelles se soldent par un record pour ce qui est du nombre de faillites dans la construction avec plus de 1.500 entreprises du secteur qui ont mis la clé sous le paillason au cours des 6 premiers mois de l'année⁶. Et le serpent austéritaire de se mordre furieusement la queue.

Dans ces conditions, une partie des PME pourrait donc aussi finir par rejeter l'austérité à moyen voire court terme. Il faudra donc aussi s'adresser à elles dans les mois qui viennent.

⁶ L'Echo, La construction souffre après la baisse des primes à la rénovation en Wallonie, édition du 16 juin 2025.